

Projet USAID/COMFISH
PENCOO GEJ
Gestion concertée pour une pêche durable au Sénégal

LWA Associate Award No. 685-A-00-11-00059-00

PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL
01 Octobre 2014 – 31 Décembre 2014

Submitted to:

USAID/Senegal

By:

The University of Rhode Island (URI)
In Partnership With:

Coastal Resources Center, University of Rhode Island
United States Agency for International Development / Senegal
Ministère de l'Économie Maritime
World Wildlife Fund - WAMPO
Environnement et Développement en Afrique-Energie
Centre de Suivi Ecologique
Institut Universitaire de Pêche et d'Aquaculture/ Université Cheikh Anta Diop
de Dakar
Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye
Fédération Nationale des GIE de Pêche



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



COASTAL RESOURCES CENTER
University of Rhode Island

TABLE DES MATIERES

1. RESUME EXECUTIF	3
2. INTRODUCTION.....	5
3. REALISATIONS PREMIER TRIMESTRE 2015	6
<i>3.1. Réformes/Dialogue politique</i>	<i>6</i>
<i>3.2. Renforcement des capacités des institutions et des acteurs</i>	<i>6</i>
<i>3.3. Ressources naturelles/plans gestion/conservation de la biodiversité et des écosystèmes marins ..</i>	<i>7</i>
3.4. Thèmes transversaux.....	14
3.4.1. Adaptation aux changements climatiques	14
3.4.3. Communication/sensibilisation.....	21
3.4.4. Gestion du projet	22
ACTIVITES PLANIFIEES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE	23
ANNEXES	25
Annexe 1 : Cadre des résultats d’USAID-URI COMFISH	26
Annexe 2. Rapport Financier trimestre 1	33
Annexe 3 : Rapport du suivi environnemental trimestre 1	34

1. RESUME EXECUTIF

L'objectif principal du projet USAID/COMFISH est d'appuyer le Ministère des Pêches et des Affaires Maritimes à travers ses directions techniques particulièrement la DPM, à mettre en œuvre la Lettre de Politique Sectorielle par laquelle le Sénégal s'engage à assurer une gestion durable des ressources halieutiques. La finalité du projet est de mettre en place des plans de gestion participatifs des stocks prioritaires en utilisant le CLPA comme porte d'entrée du point de vue institutionnel. Cette initiative a pour objet d'intégrer les aspects institutionnels, administratifs, socio-économiques et environnementaux dans le processus de la mise en place d'une cogestion durable des ressources halieutiques au Sénégal. L'ensemble de ces activités ont pour but d'augmenter la résilience des écosystèmes marins côtiers et des acteurs aux effets du changement climatique par la mise en place de stratégies adaptées et efficaces.

Ce premier rapport trimestriel de l'année budgétaire 2015 marque la poursuite des activités du projet dont la plupart ont été entamées depuis février 2011.

Au niveau dialogue politique, on peut citer les actions suivantes réalisées relatives:

- à la validation technique par le Comité National de Gestion des Petits Pélagiques (CNGPP) de 03 plans locaux de gestion des sardinelles (zone Cap-vert, zone petite côte et zone grande côte sud), sur une série des cinq, en contribution à la mise en œuvre du Plan National d'Aménagement des pêcheries de la sardine;
- au renforcement de capacités institutionnelles du COMNACC et de la DPM à travers la poursuite des actions de mise en place des cadres de concertation Pêche-Changements Climatiques, qui constituent au niveau politique, un cadre d'échange entre ces deux institutions et de renforcement de capacités sur les changements climatiques ;
- au démarrage des études pour appuyer le Ministère des Pêches à élaborer un Plan Stratégique Sur la vulgarisation de la pêche maritime artisanale au Sénégal.

Concernant le renforcement des capacités des institutions et des acteurs, le trimestre est marqué par l'appui apporté à l'organisation de deux rencontres du Comité Nationale de Gestion des Petits Pélagiques (CNGPP) pour la validation, la restitution et l'amendement des plans locaux de gestion au niveau de 03 zones. Il s'en est suivi, la planification participative des actions pour la mise en œuvre des dits plans.

Sur le terrain l'appui apporté à l'IUPA et l'IFAN se poursuit et permet à ces institutions d'encadrer des étudiants à travers les recherches menées dans le cadre de leurs mémoires de fin d'étude et thèses de doctorat. Pour rappel, l'ensemble des données produites dans le cadre de ce travail, vont contribuer au processus d'élaboration des plans de gestion en cours.

Concernant les institutions locales, après un an de mise en œuvre des conventions locales, une évaluation a été réalisée dans les CLPA de Rufisque/Bargny et Yenne/Dialaw sur l'effectivité de l'application des règles édictées dans les conventions locales. Ceci a permis d'identifier les contraintes, ainsi que les actions à entreprendre pour améliorer cet outil.

En ce qui concerne l'accompagnement du processus d'aménagement des pêcheries, 03 plans d'actions dans le cadre des PGP et 01 plan d'action relatif à la redynamisation des CLPA pour la mise en œuvre des stratégies de mobilisation internes de fonds, ont été élaborés ce trimestre, soit un taux de réalisation de 33%. Au total, 515 personnes ont bénéficié de renforcement de capacités à travers 12 formations. Parmi ces acteurs, 177 personnes ont été formées en changement climatique et en météorologie

Le renforcement de la base scientifique du projet se poursuit à travers la finalisation de « *l'Etude bioécologique et socioéconomique sur les stocks de l'ethmalose au Sénégal* », réalisée par le Centre de Recherches Océanographique de Dakar et le traitement des données des études menées par l'IUPA sur « *la sélectivité des engins de pêche à Ethmalose* ». Les résultats de ces études permettront d'alimenter la base scientifique devant conduire à l'élaboration du plan de gestion de ladite pêcherie en Casamance et au Sine Saloum. C'est ainsi que la base scientifique du projet s'est vue enrichir de 02 études, soit un taux de réalisation de 11%.

Dans le cadre des **Changements Climatiques** en plus du renforcement de capacités du COMNACC et de la DPM dans le cadre de l'appui à l'élaboration du Plan d'Action National d'Adaptation au changement climatique (à travers les cadres de concertation Pêche/Changements Climatiques), d'autres institutions comme ANACIM, les CLPA ont été appuyées pendant ce trimestre, dans le cadre de la mise en place de la plateforme (alerte météo). A ce niveau, un important dispositif de transmission des alertes météo pour augmenter la résilience des communautés côtières aux Changements Climatiques, a été mis en place. Par ailleurs, des séries de formations ont été également effectuées en collaboration avec le COMNACC et l'ANACIM, pour appuyer la mise en œuvre des plans locaux d'adaptations aux Changements Climatiques

En termes de communication, les activités du projet durant ce trimestre, ont été principalement marquées par le renouvellement et la signature des protocoles avec les radios communautaires partenaires pour l'appui à la mise en place des plans de gestion participatifs, la visibilité de certaines activités clés du projet et le démarrage de la conception de nouveaux supports de communication. Toutefois seules 10 émissions radios ont été réalisées car la plupart des contrats ont été renouvelés en Janvier 2015.

Il faut également noter le **retard dans la signature des protocoles** avec les partenaires stratégiques, ce qui explique le faible démarrage de certaines activités, notamment celles relatives à la génération de revenus, aux travaux de cartographie et aux activités de conservation.

Les résultats obtenus ce trimestre sont en phase avec la planification des activités, et leur progression sera beaucoup plus manifeste au cours des trimestres à venir.

2. INTRODUCTION

Le projet Gestion concertée pour une Pêche durable au Sénégal (USAID/COMFISH) est une initiative de cinq ans financée par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Elle est mise en œuvre à travers un Accord de Coopération entre l'USAID et l'Université de Rhode Island (URI). Les principaux partenaires de la mise en œuvre du projet sont entre autres, des structures gouvernementales, le secteur privé, des organisations non gouvernementales intervenant sur le littoral et dans le secteur de la pêche, les universités (l'UCAD, l'IUPA) et institutions de recherche (CRODT, IRD/IFAN) et plusieurs autres structures et ONG.

Le but du Projet USAID/COMFISH est d'appuyer le Gouvernement du Sénégal dans sa tentative de réformer le secteur de la pêche tel que mentionné dans la Lettre de Politique Sectorielle de la Pêche et de l'Aquaculture, en renforçant les conditions préalables nécessaires à l'amélioration de la gouvernance et en promouvant l'utilisation d'outils et d'approches efficaces de gestion. Ces outils vont s'adresser à la fois aux aspects de durabilité sociale/institutionnelle et biologique. La mise en place des organes de gouvernance locale a été, dans l'ensemble, prévus dans le Code de la Pêche de 1998 à travers la création des Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA). Cependant, bien que la durabilité biologique de certains stocks ait fait l'objet de recherches, elle n'a pas encore été totalement intégrée dans les plans d'aménagement participatifs. Par conséquent, les mécanismes actuels de cogestion au niveau local ne prennent pas totalement en compte les critères de durabilité contenus dans la Lettre de Politique Sectorielle et par conséquent, la plupart des pêcheries ne sont donc pas encore gérées de manière durable au Sénégal.

Le projet USAID/COMFISH va accompagner cette réforme du secteur de la pêche, mais également promouvoir les objectifs de conservation de la biodiversité tout en prenant en compte les thèmes transversaux de la gouvernance améliorée, de l'approche genre et de l'adaptation aux impacts des changements climatiques.

Le projet USAID/COMFISH cherche à développer et dupliquer de nouveaux modèles de pêche durable pour aider le Sénégal à instaurer une gestion durable du secteur de la pêche artisanale. La plupart des ressources halieutiques étant partagées entre le Sénégal et les pays voisins appartenant à la zone du CCLME, des activités seront entreprises pour aider à l'harmonisation de la gouvernance de la pêche artisanale au niveau sous régional, même si la plupart des activités du projet devront être concentrées au Sénégal.

L'objectif à long terme (20-30 ans) du projet USAID/COMFISH est que les pêcheries du Sénégal ne soient plus surexploitées et fournissent (1) à la nation une source d'approvisionnement durable en protéines de haute qualité, (2) de manière à contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des communautés de pêcheurs artisans (3) et maintienne la capacité des écosystèmes côtiers et marins à produire des biens et des services utiles et voulus par le peuple sénégalais.

Le projet USAID/COMFISH contribuera ainsi à l'atteinte de quatre principaux résultats suivants:

RI 1: Les capacités des institutions et des acteurs sont renforcées à tous les niveaux de la gouvernance afin de mettre en place une cogestion basée sur l'approche écosystémique pour empêcher la surpêche et augmenter la résilience au changement climatique;

RI 2: Des stratégies, politiques et bonnes pratiques pour renforcer la résilience au changement climatique et faire face aux usages destructeurs et non-durables des ressources marines qui menacent la conservation de la biodiversité dans l'écorégion marine de l'Afrique de l'Ouest, sont testées et appliquées ;

RI 3: L'évaluation de la vulnérabilité et le renforcement des capacités des communautés côtières vulnérables à s'adapter aux impacts des changements climatiques sont menés ;

RI 4: La gestion durable des pêcheries favorise l'augmentation durable des bénéfices sociaux et économiques au profit des communautés de pêcheurs et leur résilience au changement climatique

Le présent rapport décrit les activités exécutées par le projet USAID/COMFISH durant le premier trimestre de l'année fiscale 2015. Il comprend : une introduction, suivie d'une première partie qui décrit les principales réalisations du trimestre. Il inclut également une partie qui décrit les activités transversales (changement climatique, communication, gestion du projet). La dernière partie du rapport porte sur les annexes : (suivi environnement de la conformité, suivi-évaluation de la performance, plan d'intégration du genre, rapport financier etc.)

3. REALISATIONS PREMIER TRIMESTRE 2015

Les activités réalisées durant ce trimestre portent sur les réformes/dialogue politiques, le renforcement des capacités des institutions et des acteurs, l'appui à la mise en place de plans de gestion participatifs à travers le renforcement de la base scientifique du projet, la poursuite du processus de validation du plan de gestion participatif et des actions de conservation. Les activités relatives aux thèmes transversaux aussi ont été poursuivies à travers le renforcement des capacités des acteurs au changement climatique, à la gouvernance/décentralisation et aux activités de communication/sensibilisation.

3.1. Réformes/Dialogue politique

Au niveau dialogue politique, les activités réalisées se résument aux points suivants :

- L'appui apporté par le projet à la mise en œuvre du Plan National d'Aménagement de la sardinelle à travers l'élaboration et la validation technique de 03 plans locaux de gestion des sardinelles.
- la contribution du projet au renforcement du processus de concertation pêche – changements climatiques : cette activité démarrée depuis les deux dernières années d'exécution du projet, se poursuit à travers un important volet renforcement de capacités institutionnelles menées avec la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés : DEEC (point focal du COMNACC) et la Direction des Pêches maritimes (DPM). La participation du niveau régional et local est renforcée à travers les actions conjointes menées avec les DREEC (Directions Régionaux de l'Environnement et des Etablissements Classés) et les services régionaux et départementaux des pêches. Pour ce trimestre, la région concernée par ces formations est celle de Thiès. L'ensemble de ces actions constituent une étape importante dont l'aboutissement est la mise en place d'un Plan National d'Adaptation (PAN) pêche. Ce processus PAN– Pêche constitue une première dans le secteur de la pêche et va contribuer à mieux intégrer les changements climatiques dans les politiques de pêche au Sénégal.
- Le démarrage des études relatives à la stratégie nationale de mise en œuvre d'un plan de vulgarisation de la pêche artisanale maritime au Sénégal permettra au Ministère de Pêche et des Affaires maritimes, de disposer d'un important programme de vulgarisation dans le domaine de la pêche artisanale avec une forte implication des acteurs locaux.

3.2. Renforcement des capacités des institutions et des acteurs

En termes de renforcement institutionnel, quelques activités ont été menées au niveau des acteurs à la base. Cependant l'appui apporté aux institutions partenaires, se poursuit encore au cours du trimestre.

Au niveau des institutions : le projet USAID/COMFISH a appuyé l'organisation deux réunions du Comité Nationale de Gestion des Petits Pélagiques (CNGPP) pour la validation, la restitution et l'amendement de plans de gestion participatifs au niveau des zones ciblées. En plus, la planification participative des actions pour la mise en œuvre de ces plans a été faite. Ces documents sont en train d'être finalisés pour leur soumission officielle à l'approbation du ministre des pêches.

Depuis le début du trimestre, les services de l'ANACIM, chargés de diffuser les informations météorologique aux acteurs locaux ont vu leurs capacités techniques et opérationnelles renforcées. Cette action vise à assurer la transmission en temps réels des prévisions météorologiques pour appuyer la politique de l'Etat en matière de sécurité des acteurs de la pêche artisanale en mer, dans un contexte de variabilités climatiques.

Sur le terrain l'appui apporté à l'IUPA et l'IFAN se poursuit et permet à ces institutions d'encadrer des étudiants à travers les recherches menées dans le cadre de leurs mémoires de fin d'étude et de thèses de doctorat. Les résultats issus de ces travaux vont continuer à alimenter la base scientifique mise en place.

Par ailleurs, les experts du projet USAID/COMFISH ont bénéficié de formation sur les changements climatiques et le développement (Du 20 au 24 Octobre 2014) et sur le genre WEAI (Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture) et Gender Integration Framework les 17 et 20 Novembre 2014. Ces différents ateliers ont été organisés par l'USAID Sénégal à Dakar à l'intention des partenaires d'exécution des projets. L'objectif de la dernière formation était de familiariser les participants à l'indice d'autonomisation des femmes dans le secteur de l'agriculture et de la pêche (Women's Empowerment in Agriculture Index – WEAI) et au cadre d'intégration du genre (GIF).

Au niveau des acteurs : la plupart des acteurs ont vu leurs capacités améliorées en termes de changement climatique, de sécurité en mer et de l'appropriation du système d'informations météorologiques, d'accès à la base de données du COMNAC (sur les informations relatives au changement climatique dans le domaine de la pêche). Les résultats de l'étude conduite sur l'évaluation et le document relatif aux cadres de concertation changement climatique/Pêche ont été également partagés.

3.3. Ressources naturelles/plans de gestion/conservation de la biodiversité et des écosystèmes marins

Renforcement de la base scientifique du projet : *Le renforcement de la base scientifique du projet s'est poursuivi à travers la finalisation de « l'Etude bioécologique et socioéconomique sur les stocks de l'ethmalose au Sénégal », réalisée par le Centre de Recherches Océanographique de Dakar ainsi que la poursuite des études sur la sélectivité des engins de pêche à Ethmalose (menées par l'IUPA). Les résultats de ces recherches permettront d'alimenter la base scientifique devant servir à l'élaboration du plan de gestion de ladite pêcherie en Casamance et au Sine Saloum.*

Plusieurs autres études ont été planifiées par le Centre de suivi Ecologique (CSE) durant ce trimestre. Elles sont relatives à la dynamique spatio-temporelle des stocks, aux bonnes pratiques de pêche et aux plans d'adaptation au changement climatique.

Avec l'appui de consultant, un rapport relatif à « la contribution des activités du projet à la résilience des communautés côtières, des écosystèmes marins et côtiers aux changements climatiques » a été produit durant ce trimestre.

- *l'Etude bioécologique et socioéconomique sur les stocks de l'ethmalose*

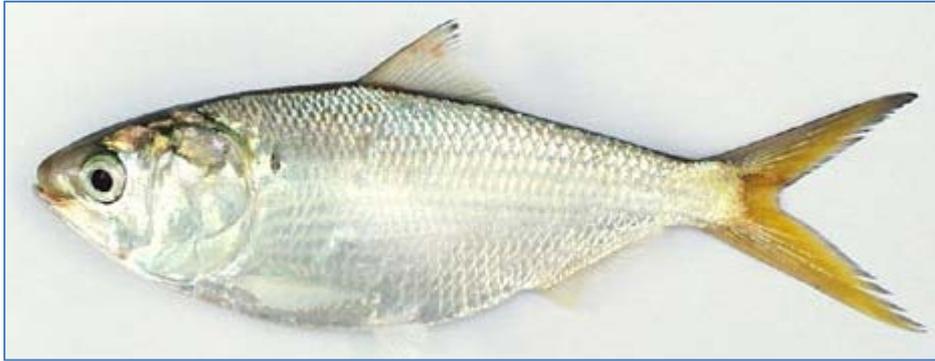


Photo1 : une espèce d'ethmalose

L'ethmalose est une espèce très mobile **qui se caractérise par une adaptation extrême aux conditions très variables** de son milieu de vie (estuaires, fleuves, lagunes, deltas, mer). Espèce essentiellement exploitée par la senne tournante et le filet maillant encerclant. L'effort de pêche effectif des sennes tournantes s'est stabilisé autour de 60 000 sorties par an durant la dernière décennie. Pour les filets maillants encerclant, il s'est plafonné autour de 20 000 sorties par an.

A partir des centres de débarquements et des principaux marchés d'éclatement des grandes villes, l'ethmalose est distribué en frais à petite échelle et dans les centres urbains du pays. Une gamme de produits est dérivée de l'ethmalose par transformation artisanale. Ce sont essentiellement le *tambadiang* (poisson entier salé et séché), le *métorah* (poisson fumé et séché) et le *kéthiakh* (poisson fumé, salé et séché). L'ethmalose fait l'objet aussi d'une congélation pour le marché africain.

Cette étude a montré le rôle socio-économique important que joue cette pêcherie particulièrement dans les régions de Casamance et du Sine Saloum. Cependant les résultats de l'évaluation conduite en 2014 indiquent que le stock de l'ethmalose dans la sous-région est en état de surexploitation.

- *Etude de la sélectivité des engins de pêche à Ethmalose*

Pour cette étude, les activités menées sont axées sur les pêches expérimentales qui se poursuivent à travers une seconde mission de terrain au Saloum et le traitement des données collectées lors de la première mission.

Traitement des données de la première mission: Pour rappel la première mission a porté sur les tests de sélectivité dans les zones de pêche des CLPA de Missirah, Toubacouta, Djirnda, Bassoul, Nidoir et Joal. Les poissons capturés avec les filets de diverses catégories de maille (30, 32, 36, 40 mm) ont été mesurés (Lt, Lf), pesés et regroupés par classe de taille d'intervalle de 1 cm. Un échantillon de 50 individus a été prélevé pour l'étude de la reproduction (sexe et stade de maturité sexuelle). En général, deux (2) méthodes sont utilisées pour étudier la sélectivité de l'engin filets maillants :

- une méthode directe basée sur la connaissance de la distribution de longueur de la population pêchée. Cependant, il est rare de connaître la distribution de longueur de la population ;
- une méthode indirecte (modèle de Holt, 1963) menée par le calcul des estimations en utilisant la fonction suivante : $P(L) = \frac{1}{\sigma \sqrt{2\pi}} \exp\left\{-\frac{(L-L_m)^2}{2\sigma^2}\right\}$
- L'analyse et le traitement des données avec des logiciels Excel et R sont en cours et le rapport sera finalisé très prochainement.

Poursuite des test de sélectivité : Conformément au calendrier, la deuxième campagne de pêche pour les tests de sélectivité s'est déroulée du 20 au 29 décembre dans les zones de Missirah, Toubacouta, Djirnda, Bassoul, Nidoir et Joal.



Photo 2: Equipe de l'IUPA et les pêcheurs de Djirnda lors des tests de sélectivité

Les données collectées sont en cours de traitement et le rapport technique sera disponible au prochain trimestre.

- *Dynamique spatio-temporelle des stocks, documentation des bonnes pratiques de pêche et élaboration de plans d'adaptation aux changements climatique dans les CLPA de Saint-Louis de Casamance :*

Des rencontres ont été effectuées avec l'équipe du Centre de Suivi Ecologique (CSE), au courant du mois de Novembre. Les discussions ont porté essentiellement sur la méthodologie à adopter pour l'élaboration des études de vulnérabilités et plans d'adaptation aux changements climatiques dans les zones de Ziguinchor, Kafountine et Saint-Louis. Des études sur la dynamique migratoire des zones agricoles vers les zones de pêches seront également réalisées.

- *l'étude sur « la contribution des activités du projet à la résilience des communautés côtières, des écosystèmes marins et côtiers aux changements climatiques »* a été réalisée sur la base d'une synthèse à travers les réalisations du projet dans ce domaine et des enquêtes de terrain pour mieux analyser la perception des acteurs en termes d'adaptation. Les résultats et recommandations seront présentés dans les chapitres suivants.

Appui à l'élaboration de Plan de gestion participatif. Au cours de l'année précédente, 03 plans de gestion participatifs (PGP) sur les sardinelles ont été finalisés au niveau de la zone du Cap-Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte Sud. Faisant suite à ce travail, deux actions majeures ont été réalisées au cours du trimestre. Il s'agit de la validation de ces PGP par le Comité National de Gestion des Petits Pélagiques (CNGPP) en novembre 2014, suivie de l'élaboration de plans d'action (décembre 2014) en vue de leur mise en œuvre.

Validation des PLGP de pêche de sardinelles des zones du Cap Vert Cap Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte « Sud » par CNGPP. Avec l'appui du projet, un atelier national a été organisé par la Direction des Pêches maritimes (DPM) le 06 novembre 2014. Cette rencontre, présidée par le Secrétaire Général du Ministère de la Pêche et des affaires maritimes, a vu la participation des membres du Comité National de Gestion des Petits Pélagiques, les chefs de services régionaux des pêches et de la surveillance; les coordonnateurs des CLPA, les organisations professionnelles, les experts du projet USAID/COMFISH et des partenaires d'exécution notamment l'IUPA et le WWF. Cette rencontre a non seulement permis de partager les différents documents avec toutes les parties prenantes mais aussi de procéder à leur validation technique par acclamation sous réserve des recommandations suivantes:

- Organiser des rencontres de restitution et d'amendement des différents documents validés au niveau des zones du Cap-Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte sud ;

- Élaborer les plans d’actions avec les acteurs des zones respectives du Cap-Vert Cap, de la Petite Côte et de la Grande Côte sud;
- Mettre en place des comités de mise en œuvre (cadre de concertation) de ces plans au niveau des sites et/ou des zones concernées.



Photo 3 : atelier de validation des 3 plans de gestion sardinelle par le CNGPP

Elaboration des plans d’actions de mise en œuvre des Plans de gestion participatif des zones du Cap-Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte « sud ». A la suite des recommandations de l’atelier de validation technique des plans de gestion, une planification participative des actions à mener a été faite au cours d’une rencontre organisée le 23 décembre 2014 à Mbour et regroupant les membres du Comité National de Gestion des Petits Pélagiques élargie aux coordonnateurs des CLPA. Les activités à réaliser ainsi que les indicateurs ont été identifiées par les acteurs à travers des travaux de groupe. Le tableau ci-dessous résume les résultats préliminaires de ces travaux de groupe.

Tableau 1 : Résultats préliminaires des processus de mise en place des plans d’action des PGP

Activités	Actions	A1	A2	A3	Indicateurs	Institutions impliquées
Mesures préalables						
Appliquer la réglementation des pêches en vigueur	Faire un extrait des dispositions réglementaires relatives à la pêche de sardinelles et les partager travers les médias de communication (radio et télévisions)				Nombre d’extraits et nombre d’émissions radio conçu et diffusés	CLPA; COMFISH, Administration des pêches; presse
	Renforcer les mesures de dissuasion (dispositions de l’article 75 visant la confiscation du matériel et du produit à titre de pénalité accessoire)				Nombre d’infractions constaté	CLPA; COMFISH, Administration des pêches; presse
	Statuer et encadrer la surveillance participative				Arrêté ministériel signé et appliqué	MPEM, CLPA
Finaliser l’immatriculation complète du parc piroguier (synergie avec PRAO Local)	Rappeler la réglementation par rapport aux permis de pêche (vulgarisation de janvier à février)				Nombre émissions conçu et diffusés	
	Lier la remise du permis à l’immatriculation avec des plaques adaptées				900 plaques testées et PV de suivi	CLPA; COMFISH, Administration des pêches; presse
	Recensement des pirogues non opérationnelles et les radier de la base				Nombre pirogues recensées et radiées	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;

	Mener des opérations de recouvrement sur le terrain à partir de mars (PRAO)				Nombre d'opérations	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Utiliser des mesures dissuasives et lier l'immatriculation à l'obtention du carburant (1 surveillant par station)				Nombre de cas d'infractions constatées	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Appliquer l'arrêté sur le gel de l'immatriculation (effort de pêche actuel)	Poursuivre la sensibilisation sur le gel de l'immatriculation				Nombre de réunions tenues	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	appliquer la réglementation en vigueur (dispositions règlementaires sur le métier de charpentier)				Nombre de charpentiers sensibilisés et nombre de chantiers agréés	CLPA, ANAM, Administration
	Rendre fonctionnelle la commission de visite technique pour toute autorisation préalable de construire et disposer un arrêté				Nombre de dossiers examinés par la commission	CLPA; Administration des pêches;
Redynamiser les CLPA et autres cadres de concertation y compris le Comité National PP	Faire des badges et tenus distinctifs pour les membres de l'ICC				Nombre de badge et de tenu mise à disposition	CLPA; Administration des pêches;
	Poursuivre la restructuration les CLPA et appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions				Nombre de PA élaboré et mise en œuvre	CLPA, Administration des pêches
	Appuyer la mise à disposition du FAF				Nombre de compte ouvert et approvisionné	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Appuyer la mise en place du réseau national des CLPA				Arrêté ministériel de reconnaissance	CLPA,, Administration des pêches;
	Aménager et équiper un local pour abriter le siège du CLPA				Nombre de siège disponible et fonctionnel	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Appuyer la mise en œuvre des Conventions locales: Bonnes Pratiques de Pêche (BPP)	Financer des réunions périodiques (réunions préparatoires de la campagne de pêche à Cayar)				PV de réunion	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Faire une large sensibilisation des pêcheurs en campagne sur les dispositions de la convention locale et les mesures de gestion locale des autres sites				Nombre d'acteurs sensibilisé	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Elaborer des plans de travail annuel				PV de patrouille et d'infractions constatés	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Mesures de gestion						
Revoir le type de permis de pêche pour une meilleure gestion des ressources/options	Organiser des concertations sur le nouveau type de permis de pêche (Poursuivre les actions de PRAO)				Nombre de pv	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;

Augmenter la taille de première capture	Proposer au Ministre de la pêche un arrêté national proposant la taille de 18 cm (augmenter la taille minimale de capture pour la sardinelle)				Arrêté ministériel signé et appliqué	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Faire des opérations d'identification des zones de nurserie et prendre des dispositions réglementaires (fermetures temporaires)				Nombre de mesures prises	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Maintenir le maillage des engins de pêche en maintenant la réglementation en vigueur pour éviter la pêche de juvéniles	Recenser les ST ciblant les juvéniles et procéder au retrait de ces engins				Nombre d'engin recensé et retiré	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Interdire formellement la capture, le débarquement, la commercialisation et la transformation des juvéniles				PV d'infraction	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Faire le zonage par segments de pêche (activité)	Mise en place d'un comité de veille pour suivre la migration des juvéniles qui attire les grands prédateurs (« beur », ...) et procéder à leur interdiction (pas de zones spécifiques aux juvéniles)				comité mis en place et nombre de mesure prise	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Mesures d'accompagnement						
Aspects socioéconomiques (Amélioration des conditions d'existences des acteurs)	Accompagner la mise en place des unités de transformation améliorées à l'image de celle de Cayar de complexes frigorifiques modernes				Nombre de complexe implanté	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Mise en place de centrale d'achat avec quincaillerie maritime, restaurant du quai et box pour garder le matériel				Nombre de centrale mise en place	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Appuyer la commercialisation (contenants, et financements)				Nombre contenant et nombres de personne financée	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
Aspects de gouvernance (Renforcement des capacités de gouvernance locale)	Former les acteurs en informatique, plaidoirie et faire des visites d'échanges entre CLPA				Nombre de personne Formée	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Renforcement de capacités sur le plan juridique et institutionnel				Nombre d'acteur formé	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Formaliser les relations entre les institutions de recherches et des CLPA				Contrat de partenariat signé	CLPA; COMFISH, Administration des pêches; CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Evaluer les mesures de gestion de façon périodique				Nombre d'évaluation	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Valoriser les connaissances empiriques sur la bio écologie de l'espèce ciblée				Nombre de séance de causerie organisée	CLPA; COMFISH, Administration des pêches;

Aspects bioécologiques (amélioration de la recherche participative pour une meilleure connaissance de la ressource et de sa disponibilité)	Améliorer la recherche participative en formalisant la relation					CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Formaliser les relations entre les institutions de recherches et des CLPA					CLPA; COMFISH, Administration des pêches;
	Valoriser les connaissances empiriques sur la bio écologie de l'espèce ciblée					CLPA; COMFISH, Administration des pêches;



Photo 4 : réunion de planification pour la mise en œuvre des PGP à Mbour

Ces plans d’actions seront amendés et consolidés au niveau des sites pour mieux prendre en compte les spécificités de chaque zone.

Appui aux initiatives locales de gestion/conservation: pots à poulpe

Dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques, les acteurs du département de Mbour avec l’appui des partenaires, ont développé des initiatives qui contribuent non seulement à la conservation et restauration de la ressource mais aussi à l’amélioration des revenus acteurs. Il s’agit de l’immersion des pots à poulpe dans le cadre du repos biologique du poulpe. Pour cette année, la journée de lancement de l’immersion des récifs artificiels (pots à poulpe) a eu lieu le 21 novembre 2014 à Nianing, coïncidant ainsi avec la célébration de la journée mondiale de la pêche. Au total, 5000 pots (avec une contribution de 1000 pots par le projet USAID/COMFISH), ont été immergés dans quatre (04) différentes zones au niveau des CLPA de Joal Fadiouth, Sindia Sud, Sindia Nord et Mbour.





Photos 5,6, 7,8 immersion des pots de poulpe

3.4. Thèmes transversaux

En ce qui concerne les thèmes transversaux, les principales activités menées au cours de ce trimestre sont relatives au changement climatique, à la gouvernance locale et aux activités de communication.

3.4.1. Adaptation aux changements climatiques

Les changements climatiques ont des impacts à la fois directs et négatifs sur la pêche. Ils ont comme corollaires l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière, l'augmentation de la salinité, la destruction des habitats côtiers. Des calamités naturelles qui ne sont pas sans conséquences directes sur la production halieutique et l'enrichissement trophique des côtes sénégalaises. Autant d'aspect qui agissent négativement sur la biodiversité et la disponibilité de la ressource. La stratégie d'adaptation développée par le projet USAID/COMFISH vise à réduire la vulnérabilité et à augmenter la résilience des communautés côtières et des écosystèmes marins. Elle repose sur trois (3) grands axes : l'intégration des changements climatiques dans les politiques de pêche au Sénégal, l'appui à la mise en œuvre au niveau local de la stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques et l'amélioration de la base de données scientifiques pour appuyer les prises de décisions au niveau politique et aider à l'élaboration de plans d'actions.

- *Intégration des changements climatiques dans les politiques de pêche.*

Cet axe vise à améliorer les pratiques et les politiques de pêche de façon à rendre durable la gestion des ressources halieutiques et augmenter la capacité d'adaptation de ce secteur aux changements climatiques, en mettant au profit les connaissances scientifiques et les savoirs endogènes. L'intérêt étant d'aboutir à des politiques de développement qui prennent en compte les questions environnementales et exigences de l'adaptation du secteur de la pêche aux changements climatiques. Dans ce cadre, des rencontres ont été organisées avec l'équipe de la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) et celle de la Direction des Pêches Maritimes (DPM).

le 29 Décembre 2014 une réunion s'est tenue avec la DEEC, l'objectif était de définir des stratégies et plans d'actions pour une meilleure intégration des changements climatiques dans les politiques de pêche et des mécanismes de mise en œuvre du processus PAN (Plan National d'Adaptation) pêche. Ainsi des orientations, stratégies et des perspectives ont été retenues. Il

s'agit de la poursuite des formations sur les cadres de concertations pêche-environnement-changement climatique au niveau des CLPA de Saint-Louis, Ziguinchor et Kafountine et du démarrage du processus PAN-Pêche. L'intérêt de poursuivre ces formations est de créer une synergie entre les structures nationales et locales pour une meilleure prise en compte des changements climatiques dans les documents de planification locale, mais aussi de préparer les acteurs à la base au processus du PAN en renforçant leurs capacités sur les notions de base en changement climatiques.



Photo 9 Réunion de planification avec l'équipe du COMNACC (DEEC)

Une rencontre a été organisée également avec la DPM, le 30 Décembre 2014 en présence des personnes ressources impliquées dans l'étude sur les « *cadres de concertation pêche-environnement* ». Le but de cette démarche est de mieux intégrer l'équipe de la DPM dans le processus du COMNACC, pour réfléchir sur les contraintes et besoins nécessaires en vue d'une meilleure prise en compte des changements climatiques dans les politiques de pêche et de faciliter l'élaboration de plans d'actions. Quelques orientations majeures sont issues de cette rencontre. Il s'agit de poursuivre le processus de mise en place de la plateforme Pêche-Changements Climatiques; rendre les plans d'actions beaucoup plus opérationnels; mettre en place des actions concrètes d'adaptation ; impliquer d'avantage la DPM dans le processus d'élaboration du Plan National d'Adaptation-Pêche ; appuyer le renforcement de capacité de l'équipe de la DPM en termes de changement climatique ; poursuivre le renforcement de la base scientifique sur les changements climatiques en milieu pêche et assurer un meilleur suivi et partage de l'information entre les différentes structures (DPM, DEEC, COMFISH).

- *Appui à la mise en œuvre au niveau local de la stratégie nationale d'adaptation*

Plusieurs actions ont été menées dans le cadre de cette activité. Il s'agit de la formation sur la sécurité en mer, du partage de l'étude diagnostique sur les cadres de concertations pêche-environnement marin suivi et du renforcement de capacités des COMRECC et de l'appui à la vulgarisation au niveau local de la stratégie d'adaptation aux changements climatiques.

Formation itinérante sur la sécurité en mer et l'accès aux informations météorologiques. Pour renforcer les observations et prévisions météorologiques au niveau local et faire face aux catastrophes naturelles liées au changement climatique, des séries de formations se poursuivent dans les CLPA couvrant la zone d'intervention du Projet. Au cours de ce trimestre, le CLPA de Cayar a été retenu, du fait des risques et cas de pertes en vies humaines enregistrées et qui figurent parmi les plus importants au Sénégal. Cette formation entre dans le cadre de la mise en œuvre des plans locaux d'adaptation aux changements climatiques. Elle vise principalement à

amener les pêcheurs et autres acteurs locaux de la pêche à s'approprier des systèmes, des outils de diffusion de l'information météorologique en vue de mener leurs activités en toute sécurité face aux aléas climatiques tels que les houles, les tempêtes. L'appropriation de ces informations météorologiques et climatiques est particulièrement importante pour les communautés côtières car cela leur permet de gagner suffisamment de temps pour s'éloigner des zones où le risque est imminent, particulièrement en mer. Cet atelier de formation de Cayar a vu la participation des conservateurs des AMPS, des acteurs locaux, des chefs de poste de contrôle des pêches etc. Au total **45 acteurs** ont été formés.



Photo 10 : Formation itinérantes ANACIM CLPA Cayar

Partage étude diagnostique sur les cadres de concertations pêche-environnement marin et renforcement de capacités des COMRECC. Suite aux recommandations et conclusions de l'étude diagnostique sur les cadres de concertation, une série de formation a été menée au niveau des CLPA couvrant la zone d'intervention du projet. Ces formations visent de manière globale à intégrer les changements climatiques dans les documents de planification locale et à éveiller une prise de conscience au niveau local pour une meilleure prise en compte des effets adverses du climat. À cet effet un atelier a été organisé du 17 au 19 Décembre dans la région de Thiés avec les CLPA de Yenne /Dialaw, Cayar, Mbour, Sindia Nord, Sindia Sud, Rufisque/Bargny, Joal. Lors de ces formations les principales communications ont portés sur le contexte scientifique et national des changements climatiques au Sénégal, sur l'appréciation de la concertation et du niveau de prise en charge des changements climatiques dans le secteur de la pêche et sur les stratégies d'adaptation au niveau local. Cet atelier de formation a vu la participation de **134** participants représentant les acteurs locaux, les autorités administratives, les services déconcentrées des ministères, les services et directions régionaux de l'environnement et de la pêche, les ONG locaux et les associations et organisations socio-professionnelles du secteur de la pêche et de l'environnement.



Photo 11 Equipe de la DEEC avec le gouverneur de la région de Thiés



Photo 12 : Participants à l'atelier de partage

Cet atelier a permis de relever plusieurs les diverses contraintes et de formuler des recommandations. Le tableau ci-dessous regroupe ces contraintes et recommandations.

Tableau 2 : contraintes et recommandations par rapport aux cadres de concertation pêche-environnement marin

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de ressources humaines et systèmes de communication sur les variabilités climatiques ; • Manque de moyens financiers pour appuyer les initiatives en matière de Changements Climatiques au niveau local ; • Non actualisation des données statistiques surtout en milieu pêche ; • Faible diffusion et partage des politiques de changement climatique • Faible valorisation et capitalisation des initiatives d'adaptations à la base dans le domaine du Changement Climatique ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Définir des politiques intersectorielles axées sur les écosystèmes, anticipant ainsi sur les effets potentiels des changements climatiques sur ces derniers, • Assurer et améliorer la connaissance scientifique sur les milieux marins, côtiers et lacustres et sur les changements potentiels dans ces milieux ; • Prendre en compte les savoirs locaux traditionnels ou connaissances endogènes liés à la gestion de pêche • Vulgariser les stratégies d'adaptations développées au niveau local par les acteurs à la base ; • Impliquer les acteurs locaux dans tout processus d'adaptation aux Changements Climatiques ;

- *Appui à la vulgarisation au niveau local de la stratégie d'adaptation aux Changements Climatiques.*

Dans le cadre la vulgarisation au niveau local de la stratégie d'adaptation aux changements climatiques, des émissions radios sont diffusées périodiquement sur des thèmes relatifs aux changement climatiques, à la gestion des ressources halieutiques entre autre. Compte tenu du retard lié à la signature des contrats avec les différents radios communautaires, aucune émission n'a pu être réalisée. Cependant de nouvelles thématiques beaucoup plus spécifiques ont été formulées et soumises à la validation des comités de sélection.

Amélioration de la base de données scientifique pour appuyer la prise de décisions politiques et des plans d'actions. Une étude a été réalisée sur « la contribution des activités du projet à la résilience des communautés côtières et des écosystèmes marins aux changements climatiques ».

Cette étude a été réalisée sur la base d'une synthèse bibliographique des études et réalisations du projet suivie d'enquêtes de terrain pour mieux prendre en compte la perception des acteurs en termes d'adaptation. Il s'en est suivi un atelier de restitution dans les locaux du projet USAID/COMFISH en présence des partenaires stratégiques comme la DEEC, la DPM pour le partage et la validation des résultats de cette étude.



Photos 13 et 14 : Atelier de restitution

En termes de résultats et recommandations, il ressort que le projet USAID/COMFISH a réalisé de grands progrès tant du point de vue socio-économique, écologique, de la gouvernance et dans l'amélioration des connaissances scientifiques.

Sur le plan socio-économique : en mettant en place un important dispositif de renforcement de capacités et de sensibilisations sur les changements climatiques, de préventions des risques climatiques à travers les alertes météo, de valorisation des produits et ressources exploitées par les acteurs, le projet USAID/COMFISH contribue sans doute à l'amélioration des conditions de vie des acteurs de la pêche artisanale.

Sur le plan écologique : l'élaboration et le partage d'outils de gestion participatifs des ressources tels que les conventions locale, les plans d'aménagements de Sardinelles et d'Ethmalose, permettent au projet USAID/COMFISH de contribuer à une meilleure prise en compte des changements climatiques dans la gestion des écosystèmes marins et côtiers.

Sur le plan de la gouvernance : la mise en place d'un cadre de concertation entre les différentes structures impliquées dans l'environnement et la pêche, constitue un pas important dans l'intégration des changements climatiques dans les politiques de pêche au Sénégal.

3.4.2. Gouvernance/Décentralisation

En termes de gouvernance locale, l'élaboration et la mise en œuvre de conventions locales ont été appuyées dans les différents CLPA. Le projet a aussi assisté deux CLPA dans l'évaluation de la mise en œuvre des règles édictées après une année de mise en œuvre de leur Convention Locale.

- ***Nouvelles conventions locales***

Finalisation des conventions locales des CLPA de Kafountine et Ziguinchor. Au cours du trimestre, le projet a facilité la validation et l'approbation des conventions locales du CLPA de Kafountine et Ziguinchor par les autorités administratives.



Photo 14: Validation CL Ziguinchor



Photo 15: Validation CL Ziguinchor

Mise en œuvre des conventions locales des CLPA de Saint Louis, Kafountine et Ziguinchor. La mise en œuvre des conventions locales dans les nouvelles zones a démarré par la multiplication et distribution du document de cette convention locale et la réalisation d'émissions radiophoniques. Au total 100 documents de convention locale du CLPA de Saint Louis ont été multipliés et distribués aux acteurs de la pêche. Pour les CLPA de Ziguinchor et Kafountine, la multiplication des documents est en cours. Le projet a également noué un partenariat avec des radios communautaires des nouvelles zones (Teranga FM à Saint Louis et Sud FM à Ziguinchor) pour appuyer la mise en œuvre des conventions locales. La radio Teranga FM de Saint Louis a démarré ses émissions. Le thème de la première émission a porté sur la présentation du projet USAID/COMFIH.

- ***Poursuite de la mise en œuvre des conventions locales de Joal, Mbour, cayar, Rufisque Bargny***

Emissions radiophoniques. Dans les anciennes zones, le projet a procédé, au renouvellement du cadre de partenariat avec les radios communautaires (La Côtière de Joal Fadiouth, Dunya FM de Mbour, Kondaf FM de Ndayane, Cayar FM et Jokko FM de Rufisque), pour une meilleure mise en œuvre des conventions locales. La Côtière de Joal Fadiouth a démarré ses émissions. La première émission a porté sur la sensibilisation des acteurs en matière de sécurité en mer, ceci en prélude de la journée le lancement de la campagne nationale de sécurité.

Appui à la surveillance participative. L'appui à la surveillance participative démarré depuis l'année dernière s'est poursuivi au cours de ce trimestre. Il a consisté à financer les sorties des brigades de co surveillance des CLPA dans le cadre de la mise en œuvre des conventions locales. Au total, 08 sorties ont été effectuées dans les CLPA de Joal Fadiouth, Sindhia Sud, Mbour, Sindhia Nord et Sédhiou. Ces sorties ont permis d'enregistrer plusieurs cas d'infraction : il s'agit de l'utilisation du monofilament, le non paiement du permis de pêche, l'absence de gilet de sauvetage et la non immatriculation des pirogues. Simultanément une vaste opération de sensibilisation sur le respect de la réglementation dans le cadre de la surveillance participative, a été menée à joal.

Par ailleurs, pour une meilleure application de la convention locale, il a été retenu de renforcer cette forme de surveillance en partenariat avec les agents de l'administration des pêches, seuls habilités à verbaliser les contrevenants et à saisir les produits prohibés. Il faut aussi noter que durant ce trimestre, les membres des commissions surveillance des deux CLPA ont reçu un « Guide » conçu par le projet et portant sur la surveillance participative en matière des pêches et de sécurité en mer. C'est un document de 15 pages qui explique les rôles et responsabilités du surveillant, ses outils de travail et les organes impliqués dans la surveillance participative des pêches au Sénégal.

Evaluation des conventions locales des CLPA de Rufisque/Bargny et Yene/Dialaw. Après une année de mise en œuvre des conventions locales, une évaluation a été réalisée avec les CLPA de

Rufisque/Bargny et Yene/Dialaw sur l'effectivité de l'application des règles édictées. Ainsi, deux (2) ateliers ont été tenus à Yene et Rufisque pour évaluer la mise œuvre de ces conventions locales. Les éléments ci-dessous ont été notés :

Vulgarisation de la Convention Locale. Elle a été le point fort de l'évaluation. En effet, plusieurs activités ont été réalisées par le facilitateur, le relais et le secrétaire des CLPA dans le but de vulgariser les règles de la convention locale. Il s'agit de :

- la distribution des copies dures des conventions locales à différents niveau (délégués de collèges, les forces de sécurité présentes et les partenaires au développement présents dans les zones) etc.,
- l'organisation de réunions d'information avec les acteurs à la base sur les dispositions de la convention locale ;
- l'animation d'émissions radiophoniques sur les dispositions de la convention locale.

Cependant certaines contraintes ont été relevées et relatives à la non restitution du document par certains délégués de collèges et aux heures non conformes de diffusion des émissions radiophoniques. Ainsi, des stratégies ont été retenues dans chaque site pour une meilleure vulgarisation de l'outil.

Application des règles de la convention locale. Différentes situations ont été notées en fonction des sites. Dans la zone de Yenne, des avancées notables ont été réalisées par les pêcheurs pour débarquer leurs produits au niveau du quai de pêche qui offre les meilleures conditions de salubrité. Cette démarche est très importante dans le cadre de l'obtention de l'agrément du quai de pêche pour l'exportation des produits. Ainsi, la quasi-totalité des pêcheurs commencent à débarquer leurs productions au niveau de ce quai, soit un chiffre approximatif de 80% des pirogues basées dans ce CLPA. Une situation presque inattendue avant la mise en place de la convention locale. Aussi, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, des efforts ont été notés dans le village de Touba Dialao contre l'extraction du sable marin.

Dans le CLPA de Rufisque et Bargny, de réelles difficultés ont été notées pour l'application des règles de la convention locale. En effet, les membres du CLPA ont surtout évoqués leur manque d'autorité face aux pêcheurs. En effet, les surveillants désignés manquent d'autorité pour faire appliquer les règles de la convention locale du fait de la réticence de certains acteurs, mais aussi de l'implication des autorités politiques dans les décisions du CLPA..

Renforcement organisationnel des CLPA. Les efforts réalisés pour le renforcement organisationnel des CLPA dans le cadre de la mise en œuvre de la convention locale, représentent aussi un point fort de l'évaluation. En effet, des organes de gestion pour l'application de la convention locale de deux CLPA ont mis en place; il s'agit du bureau exécutif, des commissions techniques dont une chargée de la surveillance et de la sécurité en mer. Simultanément, les membres de cette commission ont bénéficié d'une formation en surveillance participative et sécurité en mer. En ce qui concerne les autres commissions et le bureau exécutif des CLPA, ils ont aussi reçu une formation sur leurs rôles et responsabilités dans le cadre de l'application de la convention locale.

Comme contraintes relative à l'organisation, on peut noter le manque de sortie ou patrouille des membres des commissions surveillance depuis leur formation et l'absence de rencontre au sein du comité de coordination pour évaluer la mise en œuvre de la convention locale. Le manque de moyens financiers et de motivation de certains délégués a aussi été évoqué pour justifier cette situation.



Photo 16 : Evaluation convention locale à Yene/Dialaw



Photo 17: Evaluation convention locale à Rufisque

3.4.3. Communication/sensibilisation

En ce qui concerne les activités de communication du projet au premier trimestre de l'exercice 2014, elles ont été principalement marquées le renouvellement/la signature des protocoles avec les radios communautaires partenaires pour l'appui à la mise en place des plans locaux de gestion des espèces prioritaires, la visibilité de certaines activités clés du projet et le démarrage de la conception de nouveaux supports de communication.

- *Renouvellement/signature de protocoles avec les radios communautaires partenaires*

Dans le but de poursuivre la vulgarisation des conventions locales et l'appui à la mise en place des plans locaux de gestion via les émissions radio entamées dans les zones d'intervention du Projet au cours des trois premières années, des protocoles d'accord ont été renouvelés avec 5 radios et signés avec 3 nouvelles radios communautaires le 15 décembre 2014. Au total 8 radios couvrent à présent pratiquement l'ensemble des zones d'intervention du projet.

Les 5 premières radios : *la Côtière, Dunya, Kondafé, Jokko FM et Cayar FM* couvrent respectivement les zones sous juridiction des CLPA de Joal, Mbour, Sindia Nord, Sindia Sud, Rufique/Bargny, Yenne/Dialaw et Cayar. Quant aux trois nouvelles radios partenaires (*Teranga FM, Sud FM Ziguinchor et Renndo FM*), elles couvrent les zones sous juridiction des CLPA de Saint-Louis, de Ziguinchor/Sedhiou, de Mbour et Sindia Sud. Il est à noter que les émissions ont été renforcées dans les zones de Mbour et Sindia Sud par la signature d'un nouveau protocole avec Renndo FM basé à Mbour conformément aux recommandations faites par les acteurs lors des évaluations à mi-parcours sur les émissions radio.

En vertu de ces protocoles, chaque radio s'est engagée à produire au moins 50 émissions dont 10 émissions décentralisées au cours de l'exercice 2014, ce qui devra donner un total de **400** émissions à la fin de l'exercice en cours. Ces émissions viendront principalement en appui à l'augmentation de la résilience des communautés côtières face aux effets des changements climatiques, à la vulgarisation des conventions locales et à la mise en place des plans locaux de gestion, etc.

Par ailleurs, comme les années précédentes, les comités de planification des émissions ont repris de service après le renouvellement des protocoles. Deux nouveaux comités ont été mis en place dans les CLPA de Saint-Louis, Ziguinchor /Sedhiou pour accompagner lesdites radios dans le choix des thèmes d'émissions.



Photos 18, 19, 20 21 Emissions Radio avec quelques stations

- *Visibilité des activités du projet*

L'atelier de validation des plans locaux de gestion participative des sardinelles, organisé par la Direction des Pêches maritimes (DMP) le 06 novembre 2014 avec l'appui du projet USAID/COMFISH a fait l'objet d'une bonne couverture médiatique principalement d'une station télé (Sen TV), de 3 quotidiens (Le Soleil, SudQuotidien, Le Quotidien) et de 4 radios (Trade FM, Sud FM, Walf FM et Zik FM) sans oublier la presse en ligne. Ci-dessous quelques liens repris par la presse en ligne

1. http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=43015:peche--des-plans-locaux-elabores-pour-une-meilleure-gestion-des-sardinelles&catid=51:economy&Itemid=63
2. http://www.sudonline.sn/index.php/politique/item/pour-une-implication-de-tous-les-acteurs-et-de-fa%C3%87on-responsable_a_21536.html
3. <http://www.lequotidien.sn/index.php/economie/item/36346-gestion-participative-des-sardinelles--des-plans-locaux-pour-bient%C3%B4t>
4. <http://ajonews.info/validation-des-plans-locaux-de-gestion-participative-des-pecheries-de-sardinelles-les-acteurs-se-concertent/>
5. <http://www.tradefm.net/redaction/>

- *Confection de nouveaux supports de communication*

Dans le but de communiquer avec les partenaires à la fin de l'année 2014 et de renforcer la communication avec les acteurs sur le terrain, le Projet USAID/COMFISH a démarré le processus de confection de plusieurs supports de communication : des calendriers de planification à l'intention des partenaires du projet, des tee-shirts et casquettes à l'intention des acteurs et de certains partenaires. Ces supports seront disponibles et distribués au début du deuxième trimestre.

Par ailleurs, une vidéo sur les formations initiées pendant le trimestre par le Projet en collaboration avec l'ANACIM sur les informations météo et la sécurité en mer à l'intention des acteurs est en cours de réalisation et devra aussi être disponible au début du deuxième trimestre.

3.4.4. Gestion du projet

Stratégies/mécanismes/parteneriat

En terme de partenariat, le projet a apporté son appui aux différents CLPA de la Petite Côte pour la mise en œuvre du repos biologique sur les pêcheries du poulpe, initiatives mises en place dans le cadre d'un projet japonais Cogepas.

Il faut aussi noter pendant ce trimestre, l'organisation à Mbour de rencontre de planification conjointe avec les services déconcentrés des pêches pour une meilleure implication des agents de l'administration des pêches dans l'exécution du plan de travail du projet.

En termes de synergie, le projet est en train de collaborer avec le projet USAID/Yajeende dans le cadre de la mise en place d'un plan de vulgarisation mais aussi au niveau de processus de l'approche chaîne de valeur qui est en cours.

ACTIVITES PLANIFIEES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE

Réformes/dialogue politique

- Mettre en place un comité technique de pilotage du PNA et l'équipe pluridisciplinaire;
- Appuyer la mise en place et l'opérationnalisation d'une base de données nationale sur les changements climatiques, la pêche et l'environnement marin et côtier ;
- Organiser l'atelier de lancement PNA Pêche ;
- Poursuivre l'appui au fonctionnement du CNGPP et du CNCPPM ;
- Appuyer la mise en place des organes de gouvernance locale (Cadres de concertation inter CLPA et CNGPP) pour la mise en œuvre des plans locaux participatifs de sardinelles au niveau des zones du Cap Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte Sud.

Renforcement des capacités humaines et institutionnelles

- Poursuivre le renforcement des capacités des acteurs des CLPA sur la problématique des changements climatiques (Saint Louis);
- Appuyer le renouvellement de 06 CLPA (Cayar, Saint Louis, Bassoul, Niodior, Djirnda, Toubacouta/Missirah) et le renforcement des capacités des nouveaux membres des ICC ;
- Former les membres des nouveaux CLPA sur les techniques de surveillance participative (Saint Louis, Ziguinchor, Kafountine et CCP Sédhiou)
- Finaliser avec les autorités chargées de la gestion des pêches le manuel de gestion administrative et financière et appuyer sa mise en œuvre au niveau des CLPA ciblés
- Appuyer le fonctionnement des CLPA dans la zone d'intervention du projet (équipements /réfection des sièges)
- Renforcer les moyens de fonctionnement des services des pêches pour assurer le secrétariat du CLPA (équipement et fourniture de bureau, achat de cartouche à remettre aux SG)
- Appuyer l'organisation d'atelier de renforcement de capacités pour redynamiser le CNCPPM
- Démarrer les activités d'alphabétisation fonctionnelle au niveau des sites de transformation.

Ressources naturelles/plans de gestion/conservation de la biodiversité et des écosystèmes marins/plans de gestion

- Poursuivre les travaux d'amélioration de la base de données scientifique pour appuyer les prises de décisions politiques et les plans locaux de gestion des pêcheries ;
- Poursuivre l'étude de sélectivité des engins de la pêche à l'ethmalose dans le Sine Saloum ;
- Faire la typologie des pêcheries d'ethmalose dans la zone de Casamance
- Démarrer les travaux d'évaluation participative rapide de la vulnérabilité actuelle et de l'augmentation potentielle des dangers que représentent le climat et les risques connexes
- Poursuivre l'appui à la surveillance de la zone de pêche contrôlée.
- Poursuivre les rencontres de restitutions des plans locaux au niveau des zones du Cap Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte Sud ;
- Suivre le processus d'approbation des plans de gestion des pêcheries de sardinelles des zones du Cap Vert, de la Petite Côte et de la Grande Côte par le CNCPPM /Ministre
- Démarrer les rencontres de restitution des résultats des concertations et des études scientifiques et recueillir des mesures/options de gestion des pêcheries de sardinelles et d'ethmaloses dans les zones du Sine-Saloum, de Casamance et de Saint Louis.

Thèmes transversaux

Adaptation au changement climatique

- Poursuivre les rencontres de formation sur la sécurité en mer et l'utilisation des informations météorologiques ;
- Organiser la rencontre avec l'équipe du CSE pour le choix de la méthodologie de collecte de données pour l'évaluation de la vulnérabilité des communautés côtières des CLPA de Ziguinchor, Kafountine, Saint-Louis
- Démarrage étude diagnostique de la vulnérabilité des CLPA de Ziguinchor, Kafountine et Saint-Louis
- Mettre à la disposition des acteurs un system d'accès à l'information Météorologique efficace par SMS ;
- Faire le suivi & évaluation des activités mises en œuvre dans le cadre plan d'adaptations pour une meilleure adaptation aux changements climatiques (chartes de bonne conduite

Egalité des genres

- Poursuivre l'étude sur la chaine des valeurs socioéconomique de la sardinelle au Sénégal ;
- Appuyer les femmes transformatrices pour le respect des règles et mesures de gestion des conventions locale (confection de claie de séchage) ;
- Poursuivre la confection des fours et des claies en discussion avec le technologue de poissons) ;
- Poursuivre les cours d'alphabétisation

Gouvernance/décentralisation / Convention Locales

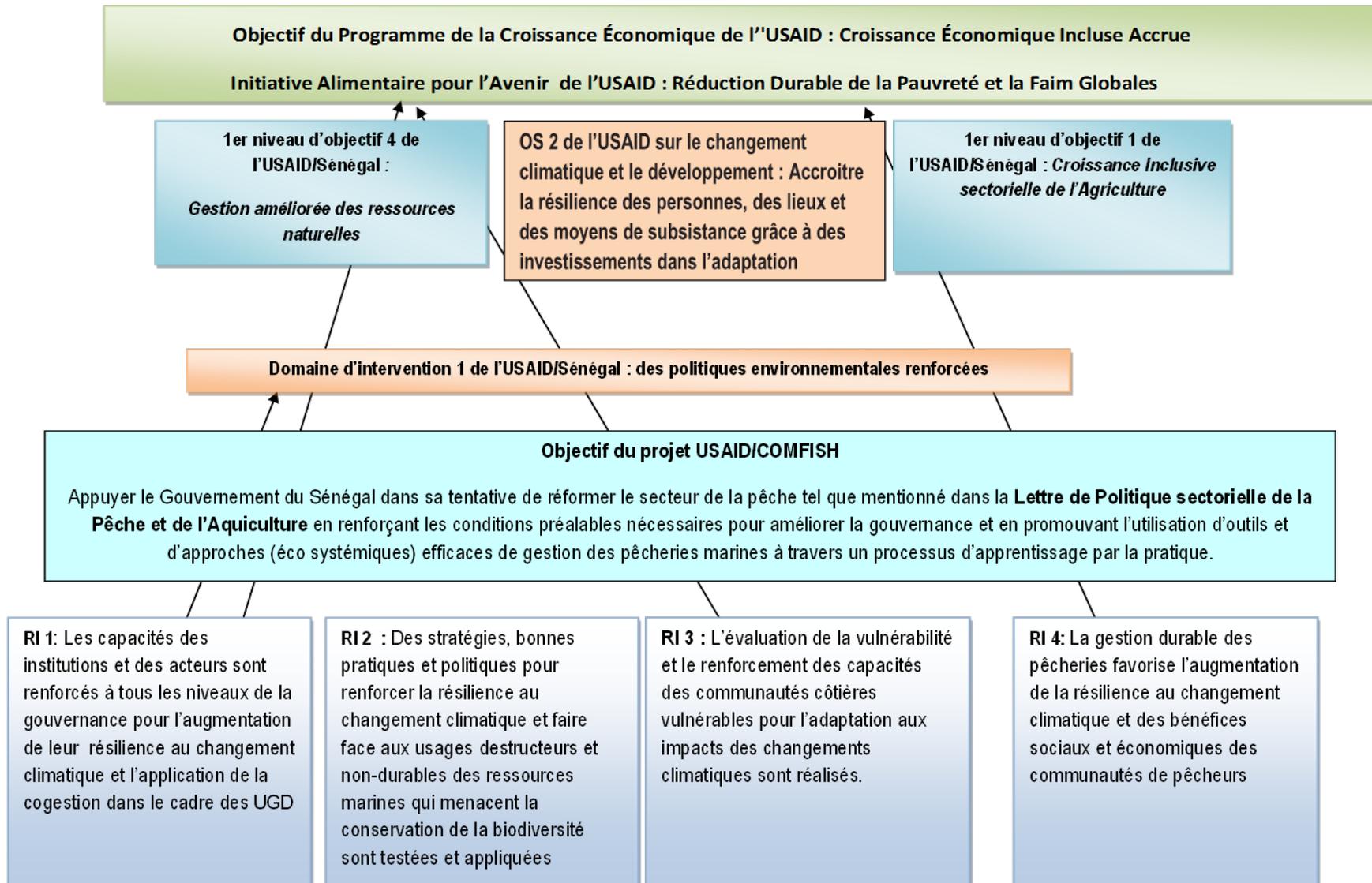
- Appuyer les femmes transformatrices pour le respect des règles et mesures de gestion des conventions locale (confection de claie de séchage)
- Organiser une réunion de restitution et de validation de l'étude sur « la mobilisation interne et externe de fonds pour les CLPA » au niveau centrale et décentralisé des CLPA de la Petite côte, du Cayar et du Cap Vert
- Organiser un atelier d'identification et de validation des mécanismes internes de mobilisation de fonds pour le CCP pour la zone de pêche contrôlée de Boudhié Balantacounda ;

Sensibilisation/Communications

- Organiser une session de formation en communication pour les CLPA/relais communautaires
- Faciliter une session de formation pour le personnel clé du projet sur les interviews avec la presse
- Organiser un reportage écrit sur les problématiques clés du Projet à Saint-Louis, Ziguinchor et Sine Saloum
- Faciliter l'organisation d'un reportage photographique dans les CLPA de Saint Louis, Ziguinchor et Sine Saloum
- Faciliter la réalisation d'une vidéo sur l'expérience du Projet en matière d'élaboration de plans locaux de gestion
- Faciliter la rédaction et la distribution de 02 success stories sur le projet.
- Identifier les thématiques portant sur les conventions locales, les plans gestion participatifs et les stratégies d'adaptation au Changement Climatiques ;
- Démarrer la réalisation et la diffusion les émissions au niveau des radios communautaires choisies/ renouvelés ;

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre des résultats d'USAID-URI COMFISH



Performances Année Fiscale 2015- 1^{er} trimestre

Indicateurs	Cibles à la fin du projet	Cible année 2014	Résultats trimestre 1	Résultats trimestre 2	Résultats trimestre 3	Résultats trimestre 4	Cumul	Taux de réalisation	Notes
RI 1 : Les capacités des institutions et des acteurs sont renforcés à tous les niveaux de la gouvernance pour l'augmentation de leur résilience au changement climatique et l'application de la cogestion dans le cadre des UGD									
1. Augmentation de 75% du score de l'indice synthétique de l'efficacité de la gestion des CLPA dans les sites du projet USAID/COMFISH d'ici 2016	Amélioration de 75% en termes de score de l'indice (0.07)	Amélioration de 60% en termes de score de l'indice (0.06)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Les résultats de l'étude seront disponibles au cours du 2 ^{ème} trimestre de FY2015.
2. Nombre de personnes ayant reçu une formation à court terme sur la sécurité alimentaire et la productivité grâce à l'aide du Gouvernement américain	12050	3581	H= 435 F= 80 Total = 515				515	14%	Trimestre 1 : 515 personnes dont 18% de femmes ont été formées à travers 12 formations.

3. Nombre de productions écrites et audiovisuelles destinées au renforcement des capacités des institutions de cogestion et des acteurs de la pêche	261	136	10				10	7%	Trimestre 1 : Le Projet a renouvelé les protocoles de partenariat avec 5 radios communautaires et a signé de nouveaux protocoles avec 3 radios (Teranga FM de Saint-Louis, Renndo FM de Mbour et Sud FM de Ziguinchor) soit un total de 08 radios communautaires partenaires. Seulement 10 émissions ont été réalisées ce trimestre car la plupart des contrats ont été renouvelés en Janvier 2015.
4. Nombre d'organisations de recherche et d'enseignement, de directions gouvernementales, de cadres de concertation et d'ONG ayant renforcé leurs capacités grâce à l'appui du projet USAID/COMFISH	196	58	17				17	29%	Trimestre 1 : 17 organisations ont bénéficié de formations ce trimestre notamment en météorologie.
RI 2 : Des stratégies, bonnes pratiques et politiques pour renforcer la résilience au changement climatique et faire face aux usages destructeurs et non-durables des ressources marines qui menacent la conservation de la biodiversité sont testées et appliquées									

<p>5. Nombre de plans d'action et ou projets élaborés pour accompagner le processus de l'aménagement des pêcheries</p>	27	12	4				4	33%	<p>Trimestre 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 plans d'actions dans le cadre des plans locaux de gestion des pêcheries de sardinelles dans les zones du Cap Vert, de la Petite Cote et de la Grande Cote Sud ont été élaborés ce trimestre. - 1 plan d'action relatif à la redynamisation des CLPA pour la mise en œuvre des stratégies de mobilisation interne de fonds
<p>6. Nombre d'études techniques contribuant à l'accompagnement des plans de gestion des unités de gestion durables</p>	45	18	2				2	11%	<p>Trimestre 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude bioécologique et socio-économique sur les stocks de l'Ethmalose au Sénégal - Etude sur la mobilisation interne et externe de fonds pour les CLPA

7. Nombre d'axes de synergies créés dans le processus de mise en place des unités de gestion durable	21	6	1				1	17%	Trimestre 1 : Dans le cadre du repos biologique, et en synergie avec la JICA, COMFISH a contribué au programme d'immersion de pots de poulpes à hauteur de 1000 pots au profit de la Petite Côte.
8. Nombre de politiques/règlements et de procédures administratives analysés	68	6	5				5	83%	Trimestre 1 : 5 arrêtés ont été analysés durant la rédaction des conventions locales de Ziguinchor et de Kafountine.
9. Nombre de politiques/règlements et procédures administratives rédigés et présentés au public/acteurs pour consultation	12	0	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Pas de cible pour cette année car les résultats seront pris en compte dans les indicateurs 10 à 13.
10. Nombre de politiques/règlements et procédures administratives soumis pour adoption officielle (législation/décret)	16	3	0				0	0%	Trimestre 1 : les 3 plans locaux de gestion des sardinelles sont en cours de soumission au Ministère.
11. Le Nombre de politiques/ règlements et procédures administratives grâce à l'assistance du GUS et qui sont approuvés	24	4	0				0	0%	Trimestre 1 : les 3 plans locaux de gestion des sardinelles ont été validés techniquement par les acteurs et sont en attente de l'approbation ministérielle.

12. Nombre de politiques/ règlements et procédures administratives approuvés et qui sont mis en œuvre	32	12	2				2	17%	Trimestre 1 : la mise en œuvre des conventions locales de Ziguinchor et de Kafountine a débuté.
13. Nombre de nouvelles technologies de gestion des ressources halieutiques mises en place	17	5	0				0	0%	Trimestre 1 : Sera renseigné au cours de l'année
14. Nombre d'acteurs ayant mis en place de nouvelles règles de gestion concertée des ressources halieutiques	46646	2792	0						Trimestre 1 : les conventions locales pour les nouvelles zones ont été signées et leur mise en œuvre a débuté, elles seront mises en place au cours de l'année fiscale 2015.
15. Nombre de producteurs et autres qui ont appliqué les nouvelles technologies ou les pratiques de gestion grâce à l'assistance du GUS (indicateur 4.5.2-5 de FTF)	42837	2792	0						Trimestre 1 : les conventions locales pour les nouvelles zones ont été signées et leur mise en œuvre a débuté, elles seront mises en place au cours de l'année fiscale 2015.
16. Nombre d'hectares d'importance biologique significative et /ou renfermant des ressources naturelles sous gestion améliorée grâce à l'aide du gouvernement américain	1 109661	171843	171843				171843	100%	Trimestre 1 : les superficies correspondent aux zones pour lesquelles les conventions locales ont été signées (Kafountine et Ziguinchor)
17. Nombre d'hectares dans les zones d'importance biologique significative sous gestion améliorée grâce à l'assistance du gouvernement américain	450656	342660	12660				12660	4%	Trimestre 1 : la superficie correspond à Abene, l'AMP de Kafountine

RI 3 : L'évaluation de la vulnérabilité et le renforcement des capacités des communautés côtières vulnérables pour l'adaptation aux impacts des changements climatiques sont réalisés.

18. Nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation sur le changement climatique grâce à l'assistance du Gouvernement américain	4673	1325	H=137 F=40 Total=177				177	13%	Trimestre 1 : 177 personnes ont été formées en changement climatique et en météorologie, notons un pourcentage de femmes de 29%.
19. Nombre d'évaluations sur la vulnérabilité du climat menées grâce à l'assistance du Gouvernement américain	6	3							Cet indicateur a été éliminé. Cependant, les études seront menées au cours de l'année fiscale 2015.
20. Nombre de lois, politiques, accords, protocoles, ou de règlements sur le changement climatique proposé, adopté, ou mis en œuvre grâce à l'assistance du Gouvernement américain	17	3	0				0	0%	Le processus de réflexion sur la méthodologie des plans d'adaptation a débuté.
21. Nombre de personnes ayant accru leur capacité à s'adapter aux impacts de la variabilité et aux changements climatiques grâce à l'assistance du Gouvernement Américain	12705	3581	H= 435 F= 80 T= 515				515	14%	Trimestre 1 : 515 personnes dont 18% de femmes ont vu leur capacité à s'adapter aux changements climatiques s'accroître.

RI 4: La gestion durable des pêcheries favorise l'augmentation de la résilience au changement climatique et des bénéfices sociaux et économiques des communautés de pêcheurs

22. Nombre d'entreprises privées de sécurité alimentaire (à but lucratif), d'organisations de producteurs, d'associations d'utilisateurs de l'eau, de groupements de femmes, d'associations d'hommes et de femmes d'affaires, et d'OCB ayant reçu un appui du Gouvernement américain	166	39	5				5	13%	Trimestre 1 : 5 groupements ont bénéficié des formations de COMFISH ce trimestre.
23. Nombre de ménages ruraux bénéficiant directement de l'assistance du Gouvernement Américain (indicateur 4.5.2-13 de FTF)	16533	0	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Le recensement a été achevé pour toutes les zones du projet.
24. La perception de leur bien être par les acteurs de la pêche dans les sites du projet a subi une amélioration grâce à l'assistance du Gouvernement Américain	NA	NA	NA					NA	Les résultats seront disponibles durant FY15.

Annexe 2. Rapport Financier trimestre 1

Budget Line Items	Total approved budget	2015 Approved Annual Budget	Quarterly Spending of Current year				Total spent this current year FY15	Total spent since the beginning of the project	Balance of the year	nce the project	% of annual budget spent	% of total budget spent since the beginning of the project
			Oct-14	Nov-14	Dec-14	Total Quarter1						

(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (c)+(d)+ (e)	(g)	(h)	(i)=(b)-(g)	(j)=(g) /(b) * 100	h=(i)/(b)*1 00		
a Personnel	\$1 144 880	\$276 517	\$21 876	\$24 247	\$8 359	\$54 482	\$54 482	\$1 071 043	\$222 035	\$73 837	20%	94%
b. Students	\$245 697	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$4 489	\$0	\$241 208	0%	2%
c. Consultants	\$2 150 476	\$714 899	\$68 909	\$56 072	\$62 734	\$187 715	\$187 715	\$3 195 368	\$527 185	-\$1 044 892	26%	149%
d. Other Direct Costs	\$1 466 199	\$234 120	\$1 637	\$2 870	\$4 102	\$8 609	\$8 609	\$651 139	\$225 511	\$815 060	4%	44%
e. Subcontracts	\$2 853 939	\$139 077	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$1 034 367	\$139 077	\$1 819 572	0%	36%
f. Travel	\$1 179 753	\$359 007	\$8 112	\$10 709	\$22 135	\$40 956	\$40 956	\$626 482	\$318 051	\$553 271	11%	53%
g. Equipment	\$110 071	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$103 463	\$0	\$6 608	0%	94%
h. Tuition	\$49 848	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$49 848	0%	0%
i. Total Direct Charges (sum of 6a-6h)	\$9 200 863	\$1 723 620	\$100 535	\$93 898	\$97 330	\$291 762	\$291 762	\$6 686 353	\$1 431 858	\$2 514 510	17%	73%
j. Indirect Costs	\$2 298 847	\$411 981	\$68 812	\$6 632	\$68 691	\$144 135	\$144 135	\$1 527 326	\$267 847	\$771 522	35%	66%
k. Totals (sum of 6i-6j)	\$11 499 710	\$2 135 601	\$169 346	\$100 530	\$166 020	\$435 897	\$435 897	\$8 213 680	\$1 699 704	\$3 286 030	20%	71%

Annexe 3 : Rapport du suivi environnemental trimestre 1

Category of activity	Activity	Mesure de suivi/atténuation (Monitoring/mitigation measure)	Responsable (Responsible party)	Plan de suivi (Monitoring Scheme)	Coût estimatif	Journal de suivi (Monitoring Log)

				Indicateur (Indicator)	Source de données/ méthode (Data source/ method)	(Monitoring and reporting frequency)		Date	Résultat (Result)	Suivi (Follow up)
1. <u>Education, technical assistance, training, etc</u>	<u>Supporting policy dialogue and/or reform initiatives</u> <u>Establishing a scientific base</u> <u>Communication, sensitization: media coverage</u>	No mitigation measure. The stakeholders were trained and sensitized in regards to sustainable management of fisheries resources, fishing code and fisheries legislation, hence contributing to a positive impact on the environment.	<u>Project Manager</u>	-Number of people trained -Number of policies -Number of scientific studies -Number of audio and video productions	<u>PMP</u>	<u>Quarterly</u>	<u>No cost</u>	<u>January-March 2015</u> - <u>515 stakeholders trained</u> - <u>2 local conventions in Kafountine and Ziguinchor and 3 LMPs have been supported by the project and contributed towards the validation of the National MPA Strategy in Senegal</u> - <u>10 radio shows aired</u>	<u>-Field visits to make sure the CLPA is functional and active</u> <u>-Follow up on policy dialogue and reforms implementation</u> <u>- Follow up on radio shows</u>	

<u>2. Reduce post-harvest losses and improve product quality</u>	Gender: Improving the techniques for processing and storing products	<u>No mitigation measure</u>	<u>Project Manager</u>	NA	<u>PMP</u>	<u>Quarterly</u>	<u>No cost</u>		<u>NA</u>	<u>Follow up on maintenance of processing site and of its equipment</u> <u>Follow up on the respect of hygiene agreements in processing sites</u>
<u>3. Enhance fisheries value chains</u>	No value chain activities this Quarter	No value chain activities this Quarter	<u>Project Manager</u>	No value chain activities this Quarter		<u>Quarterly</u>	<u>No cost</u>	<u>January-March 2015</u>	<u>NA</u>	<u>NA</u>
<u>4. Improving fishing community resilience to climate change</u>	<u>Implementing climate change adaptation plans</u>	<u>No mitigation measure as it does not impact the environment.</u>	<u>Project Manager</u>	-Number of trained stakeholders - Number of adaptation plans - Number of weather alerts - Number of new hygiene committees set up	<u>PMP</u>	<u>Quarterly</u>	<u>No cost</u>	<u>January-March 2015</u>	<u>-177 trained stakeholders</u>	<u>- Field visits</u>

Annexe 4. Rapport sur l'intégration du genre (WEAI-GIF COMFISH Q1 : voir le fichier Excel qui a été envoyé)